

INDÉPENDANCE OU CORPORATISME...

S'exprimant au Congrès Confédéral C.G.T. (décembre 1995), Louis VIANNET déclare :

«La force avec laquelle nous avons réaffirmé notre volonté d'adhérer à la Confédération Européenne des Syndicats prend en compte précisément ces réalités nouvelles (...). Évidemment, nous sommes conscients encore des difficultés qui existent avec les organisations syndicales françaises, c'est-à-dire avec la C.F.D.T. et F.O. (...). Depuis le début de l'année, nous avons connu alternativement des moments de tension - ô combien - avec F.O., des moments de tension avec la C.F.D.T., mais avec toujours une C.G.T. qui tend dans le même sens vers la recherche du rassemblement et de l'unité d'action sans interlocuteur privilégié, mais avec la volonté de rassembler tout le monde (...). Quand on voit la vigueur de la polémique qui existe aujourd'hui entre F.O. et la C.F.D.T., j'en arrive à me demander si le refus de voir la C.G.T. rentrer à la C.E.S. ne reste pas le seul point d'accord entre eux».

La «vigueur de la polémique» se situant, ce qui n'est pas nouveau, sur le terrain de l'indépendance, VIANNET mettant un signe égal entre F.O. et la C.F.D.T., cela signifie clairement qu'il confirme son adhésion à la notion de syndicalisme «*courroie de transmission*». Pour notre part, nous n'en avons pas douté un seul instant.

De son côté, Le Président du C.N.P.F., Jean GANDOIS, attribue (dans «*les Échos*»), la difficulté de conclure positivement des négociations, à la «*situation éclatée*» du syndicalisme.

Déjà, en son temps, Edouard BALLADUR, Premier Ministre, formulait le même regret à une délégation du Bureau Confédéral de la C.G.T.F.O. Pendant le mouvement de décembre 1995, le même BALLADUR renouvelait, à deux reprises, le même constat sur les chaînes de télévisions. On aurait tort de penser qu'il s'agit là d'anecdotes isolées, sans aucune importance. La volonté politique d'intégrer les organisations syndicales, pour les transformer en instruments dociles de la gestion de l'intérêt général, est certes permanente.

Mais il est clair qu'elle se fera de plus en plus pressante tant est impérieuse l'exigence de consensus, indispensable à la réalisation de l'Europe Vaticane, grâce au principe de subsidiarité, dont la logique implacable, fait de chaque «*partie*» composant le «*Tout*» un exécutant docile, inconditionnel, et, de ce «*Tout*», ce qui est la définition même du totalitarisme.

En ce sens, une grande organisation «*syndicale*», «*rassemblée*», associée à l'exécution des décisions gouvernementales, n'est pas une vue de l'esprit, mais bel et bien le processus que tentent de mettre en route les partisans de l'État corporatiste. La C.F.D.T. existe pour cela, la C.G.T. néo-stalinienne se rénove pour la rejoindre; ils ont même trouvé quelques alliés, conscients ou manipulés, dans la C.G.T.F.O.

Mais à ces plans de régression sociale, à ces tentatives totalitaires, il y a un obstacle de taille: la classe ouvrière qui s'est clairement manifestée, dans le mouvement de novembre/décembre 1995, mais aussi au Congrès Confédéral de la C.G.T.F.O.

Une classe ouvrière qui se remet debout, reconstitue son potentiel d'intervention directe; une classe ouvrière qui, par les délégués de ses syndicats, dans un Congrès qui fera date, réaffirme, conforte l'indépendance syndicale et par ce simple fait, bouleverse les plans de tous ceux qui, à droite comme à gauche, ou ailleurs, nous rêvent asservis.